

Rennes le 16/10/2013

COMMUNIQUE DE PRESSE

Réaction de Bernadette MALGORN, Présidente du Groupe Droite & Centre de Bretagne,
à l'annonce par le Premier ministre du « Pacte d'avenir pour la Bretagne »

« En donnant une solennité à son intervention le Premier ministre a laissé apparaître une certaine perception de la crise qui frappe la Bretagne. C'est aussi la première fois qu'il reconnaît le handicap que constitue la périphéricité de notre région », déclare Bernadette MALGORN.

« Toutefois, le Premier ministre ne tire pas toutes les conséquences de la crise et de la nécessité pour la Bretagne d'être dotée d'infrastructures performantes. Il ne dit pas un mot sur la LGV jusqu'à la pointe bretonne et ne fait que de vagues annonces sur l'Ecotaxe avec la création d'un observatoire. Une confirmation toutefois est l'achèvement de la mise à deux fois deux voies de la RN 164, mais à quel horizon ? et encore une fois avec ou sans Ecotaxe ? Enfin, il n'évoque aucune solution transitoire pour faciliter la circulation des poids-lourds sur la RN 12 », précise la Conseillère régionale.

« Par ailleurs, j'estime que les mesures d'urgence pour l'agroalimentaire ne sont pas à la hauteur des problèmes. 15M€, c'est seulement 1,15% du budget de la Région et l'équivalent de son budget agricole actuel. Jean-Marc AYRAULT n'annonce rien de précis sur la filière de production, comme le plan de modernisation des bâtiments d'élevage que nous réclamons pour la Bretagne. Quant à la mise en œuvre des Contrats de sécurisation professionnelle pour les salariés, celle-ci n'a rien d'exceptionnel puisque c'est la procédure classique dans ce genre de situation », insiste l'élue.

« Finalement, ce « Pacte d'avenir pour la Bretagne » ne fait que recycler des dispositifs existants ou anticipe des dispositifs à venir. Le Premier ministre annonce la mobilisation de la BPI sur les Energies Marines Renouvelables, les usages numériques et le Très haut débit : cela avait déjà été annoncé. Il inscrit, au titre de son « Pacte d'avenir pour la Bretagne », le Contrat de plan Etat/Région alors que celui-ci est déjà en préparation, de même que les Programmes Opérationnels européens.

« Quant à la méthode, l'élaboration de ce plan doit se faire directement entre le Premier ministre et l'assemblée régionale. Je réitère ma proposition d'inviter Jean-Marc



AYRAULT à venir rencontrer l'ensemble des conseillers régionaux. Ce dialogue direct ne saurait être remplacé par des visites « pédagogiques » de ministres aux quatre coins de la Bretagne », souligne la Conseillère régionale.

« Nous le disons depuis trois ans sans être entendus : la Bretagne décroche. Economiquement : nous en avons la preuve aujourd'hui dans tous nos secteurs clés. Territorialement : le fossé entre l'est et l'ouest se creuse et l'on prend tardivement les décisions qui s'imposent pour éviter cette fracture mortelle. Démographiquement : l'INSEE vient de montrer que beaucoup de jeunes bretons quittent leur région. La Bretagne a des atouts, comme l'a souligné le Premier ministre, mais c'est ici, en tenant compte de toutes nos sensibilités, que doit être débattu et décidé ce « pacte » si l'on veut qu'il prépare l'avenir de la Bretagne », conclut Bernadette MALGORN.